



Salaires, postes, conditions de travail, réformes : éducation en danger

Grève unitaire le 1^{er} février

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation.

Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, une reprise des discussions sur de nouvelles mesures générales ainsi que l'abandon du pacte.

Malgré les pressions et les tentatives pour sauver le Pacte, souvent contraires aux textes, les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation et de nombreux signes confirment son échec.

Par ailleurs, le ministère s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.

Il est encore temps de renoncer aux suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements et de recruter davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluri-professionnelles ... La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. Les mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de mettre la main sur les notifications MDPH) sont une attaque sans précédent à l'enseignement spécialisé et adapté. Nos organisations demandent l'abandon de ces mesures, exigent un statut de fonctionnaire et un salaire décent pour les AESH, des recrutements et des moyens humains à la hauteur des besoins.

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves. Nos organisations en exigent le retrait !

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par l'ex Ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, FSU66, FNEC FP-FO66, CGT Educ'Action66, SUD éducation66 appellent à une:

**MANIFESTATION JEUDI 1^{er} FEVRIER
10H30 PLACE CATALOGNE À PERPIGNAN**

Avant la manif une opération escargot est prévue.

RDV 9h30 à la DSDEN pour rejoindre la manif de 10h30.